

COMMUNIQUÉ

Le Gouvernement de la Colombie demande du respect au Président du Venezuela, Hugo Chávez.

Le Président Hugo Chávez ne gâche aucune opportunité de maltraiter la Colombie, son gouvernement et les dirigeants colombiens. Il ignore l'action terroriste de la guérilla, sa participation au trafic de drogue, ses crimes contre les enfants, les femmes, les personnes âgées, la prise d'otages et autres crimes qui, à la lumière des procédures, des dispositions et des normes tant des Nations unies que de l'Organisation des États américains sont considérés comme des crimes de lèse-humanité.

Le Président Hugo Chávez confond la coopération et l'ingérence, de la même manière qu'il a confondu médiation et partialisation.

Le Président Hugo Chávez ignore que la guérilla colombienne, malgré le fait qu'elle commet des crimes dans de nombreuses régions du pays, n'exerce pas pour autant de contrôle territorial. De la même façon, il ignore la prise d'otage de la part de la guérilla colombienne en territoire vénézuélien, tant de citoyens colombiens que vénézuéliens.

Le Président Hugo Chávez doit savoir que la seule cause qui explique l'existence de la politique de Sécurité démocratique de la Colombie est la rébellion du peuple colombien contre le terrorisme, responsable de crimes comme l'enlèvement et l'assassinat depuis cinquante ans déjà.

Cette politique de Sécurité démocratique avance triomphante, même si le Président Hugo Chávez insiste à interpréter le contraire. De même que le paramilitarisme est en train d'être démantelé, la défaite de la guérilla s'approche. Aujourd'hui, son seul argument est celui de causer la terreur parmi la population, de torturer ses otages et de révéler cyniquement le traitement criminel qu'elle leur inflige.

Le gouvernement colombien demande instamment le Président Hugo Chávez de cesser les agressions contre notre pays.

Le gouvernement colombien insistera, par la voie diplomatique, sur la possibilité d'entretenir un dialogue avec le gouvernement du Venezuela fondé sur des arguments constructifs.

Bogota, le 16 janvier 2008